

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

REF. MARCHE : 24 – 971 – 043

**MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE CLIMATISATION ET DE
VENTILATION DES SITES J. LEGRIX, J. THORIN et QUATR'AILES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 2- OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4- DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 5- PROCEDURE ET FORME	3
ARTICLE 6- MARCHES ULTERIEURS DE PRESTATIONS SIMILAIRES	3
ARTICLE 7- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 8- DEVOIR DE CONSEIL ET RESPONSABILITE.....	4
ARTICLE 9- OBLIGATIONS PARTICULIERES	4
ARTICLE 10- CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	6
ARTICLE 11- PRIX.....	6
ARTICLE 12- FACTURATION	7
ARTICLE 13- CLAUSE DE REEXAMEN	9
ARTICLE 14- CONFIDENTIALITE ET SECURITE	10
ARTICLE 15- CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	11
ARTICLE 16- SOUS-TRAITANCE.....	12
ARTICLE 17- ASSURANCE.....	12
ARTICLE 18- PENALITES DE RETARD	13
ARTICLE 19- DEFAILLANCE DU TITULAIRE/ GREVE DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 20- GARANTIE	13
ARTICLE 21- RESILIATION DU MARCHE.....	13
ARTICLE 22- REGLEMENT DES LITIGES.....	14
ARTICLE 23- DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	14

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- La Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe et de Saint-Martin (CGSS) qui est l'organisme contractant et qui conclut le marché avec son titulaire ;
- Le Titulaire est le prestataire qui conclut le marché avec la CGSS.

Le pouvoir adjudicateur est le représentant de l'organisme dans la passation et le suivi de l'exécution du marché soit Monsieur le Directeur par intérim de la C.G.S.S.

ARTICLE 2-OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché de services a pour objet la réalisation de prestations de maintenance préventive et corrective des installations de climatisation et de ventilation des sites J. LEGRIX, J. THORIN et Quatr'Ailes.

Les détails des prestations à réaliser et des installations visées sont décrits au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 3-ALLOTISSEMENT

Le présent marché constitue un lot unique.

ARTICLE 4-DUREE DU MARCHÉ

La durée d'exécution du présent marché est de 6 mois.

ARTICLE 5-PROCEDURE ET FORME

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1-1 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché "composite" comportant :

- une partie marché ordinaire pour les prestations forfaitaires préventives
- une partie accord-cadre à bons de commande (article R2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique) pour les prestations ponctuelles curatives, avec les montants suivants :

Durée globale de 6 mois
Montant maximum HT
70 000 €

Le présent marché est soumis à l'arrêté du 19 juin 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale.

ARTICLE 6-MARCHES ULTERIEURS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à la passation de marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence, pour confier au titulaire, la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du marché, sous réserve que les marchés correspondants soient notifiés au plus tard dans un délai de trois (3) ans à compter de la date de notification du marché.

ARTICLE 7-PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - annexe 1 : bordereau des prix forfaitaires (BPF)
 - annexe 2 : bordereau des prix unitaires (BPU);
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;

- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CGSS fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les normes françaises, AFNOR, les DTU ou toutes autres normes reconnues équivalentes concernant l'objet du marché ;
- le cadre de réponse technique renseigné par le titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché ces documents prévalent dans l'ordre ou ils sont énumérés.

Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

ARTICLE 8-DEVOIR DE CONSEIL ET RESPONSABILITE

8.1 DEVOIR DE CONSEIL

Le titulaire est tenu à un devoir général d'information et de conseil, notamment en ce qui concerne le contenu du présent marché.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

De manière générale, le titulaire doit informer la CGSS de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation. Il doit notamment signaler les incidents prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens et indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas remédié.

Le titulaire ne peut être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de la CGSS de la Guadeloupe différente de celle qu'il aura préconisée.

8.2 RESPONSABILITE

Le titulaire est seul responsable à l'égard de la CGSS et des tiers, pour l'ensemble des prestations couvertes par le marché jusqu'à l'expiration de celui-ci, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par son personnel, de tout manquement ou de toute autre cause pouvant lui être imputée dans l'exécution du marché.

Les réparations des dommages ou avaries qui viendraient à se produire de son fait aux ouvrages de la CGSS seront exécutées d'office à ses frais, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse après un délai de 15 (quinze) jours.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée dans les cas de force majeure.

ARTICLE 9-OBLIGATIONS PARTICULIERES

9.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, de manière à garantir l'exécution des prestations décrites dans le CCTP dans le respect des prescriptions du présent CCAP.

Le titulaire s'engage :

- à prendre toutes les dispositions nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat, décrites dans les pièces contractuelles du présent marché.
- à faire exécuter les opérations de maintenance par un personnel formé pour intervenir en conformité avec les opérations prévues par le constructeur de chaque équipement ;
- à prévenir au plus tôt la CGSS de tout événement et/ou fait de nature à mettre en danger la bonne exécution des prestations dont il a la responsabilité.

- à produire les justificatifs de garantie des pièces et matériels dont il assure la pose, à mener les démarches nécessaires auprès de ses fournisseurs en cas de défaillance de ces matériels.
- à faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des usagers ;

9.1.1 Obligation de bonne conduite du personnel intervenant dans les locaux

Le Titulaire est tenu de respecter les règles de bonne conduite conformes aux prestations attendues.

Le personnel du titulaire s'interdit notamment :

- de fumer dans les locaux ;
- de faire entrer dans les locaux toute matière prohibée par la législation en vigueur ;
- d'accueillir dans les locaux des personnes étrangères au besoin du service ;
- d'utiliser du matériel propriété de la CGSS à des fins personnelles : moyens de communication (ligne téléphonique, téléphone, fax, etc.), photocopieur, papeterie, etc.
- de porter atteinte à la disponibilité, l'intégrité et à la confidentialité du réseau informatique de la CGSS. À ce titre, le personnel du titulaire s'interdit :
 - de brancher quelque équipement que ce soit non strictement nécessaire à l'exécution des prestations sur le réseau électrique de la CGSS (chargeur de smartphone, etc.) ;
 - de se connecter de quelque façon que ce soit sur le réseau informatique de la CGSS (en filaire, en Wifi, etc.).

9.1.2 Obligation de gestion des badges d'accès aux locaux

Les badges permettant l'accès aux locaux de la CGSS sont remis au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché. Le titulaire et son personnel s'engagent :

- à confier les badges uniquement au personnel concerné par l'exécution des prestations dans les locaux de la CGSS ;
- à utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité et durant les horaires d'intervention convenus entre le titulaire et la CGSS ;
- à assurer la protection physique des badges fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;
- à ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre lesdits badges et l'adresse des locaux de la CGSS ;
- à avertir dans les plus brefs délais la CGSS en cas de perte ou de vol de l'un ou des badges ;
- à restituer les badges la CGSS en fin de marché.

9.1.3 Obligation de gestion de l'alarme anti intrusion

Les locaux de la CGSS sont équipés d'un système de détection d'intrusion physique. Un code confidentiel permettant la mise sous et hors surveillance du système ainsi qu'un mode opératoire décrivant ces opérations sont remis au titulaire.

Le titulaire et son personnel s'engagent :

- à assurer la confidentialité du code fourni (*) ;
- à utiliser le code fourni uniquement dans le cadre de l'exécution des prestations, et durant les horaires d'intervention convenus entre le titulaire et la CGSS ;

- à mettre hors surveillance le système d'anti intrusion au démarrage de chaque intervention et dans le délai imparti évitant ainsi le déclenchement de l'alarme anti intrusion ;
- à mettre sous surveillance le système d'anti intrusion à l'issue de chaque intervention ;
- à signaler à la CGSS toute alerte remontée par le système lors de sa mise sous surveillance ou lors de sa mise hors surveillance ;
- à avertir dans les plus brefs délais la CGSS en cas de risque de divulgation dudit code ;
- à signaler à la CGSS le départ d'un collaborateur du titulaire ayant eu connaissance du dit code.

(*) Règle de bonnes pratiques pour le stockage du code :

Le code de mise/hors surveillance du système, s'il est stocké sur un support, quelle que soit la nature de ce support (papier, numérique, etc.), ne doit pas être distinguable et ne pas pouvoir être rattaché de quelque façon que ce soit au titulaire. Par exemple, ce code pourra être utilement noyé dans un ensemble de chiffres de façon à ce que seul l'utilisateur du code se souvienne de la position du code au sein du dit ensemble.

9.2 OBLIGATIONS DE LA CGSS

La CGSS s'engage :

- à appliquer scrupuleusement les prescriptions, indications ou conseils écrits donnés par les agents du prestataire au personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien du matériel.
- à assurer le libre accès du matériel au personnel du titulaire afin de lui permettre d'effectuer les opérations d'entretien sans travaux d'approche préalable ;
- à informer le titulaire dans les meilleurs délais de tout incident ou panne affectant le matériel.

ARTICLE 10-CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

10.1 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire met en place les moyens nécessaires à la récupération et à la destruction des emballages et des déchets d'installation et des matériels déposés et repris.

Les matériels récupérés sont traités conformément à la législation en vigueur. Le titulaire doit être capable de fournir dès la notification du marché et à tout moment sur simple demande de l'administration, les certifications et agréments du prestataire chargé du traitement des déchets.

10.2 CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en matière d'emploi des personnes en situation de handicap et à favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

ARTICLE 11-PRIX

Les prix sont établis en euros. La date d'établissement des prix est la date limite de réception des offres.

11.1 PRIX DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE

Les prix des prestations de maintenance préventive sont des prix globaux et forfaitaires. Ils comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais liés à la parfaite leur exécution et notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- les taxes spécifiques aux dépenses de la Guadeloupe telles que l'octroi de mer ;
- le coût de la main d'œuvre ;
- les frais de déplacement ;
- le coût des pièces et consommables à fournir ;
- l'ensemble des frais d'assurance et de garantie ;
- les documents prévus ou nécessaires à l'exécution des prestations.

11.2 PRIX DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE

Les prix de la maintenance corrective sont des prix unitaires à la commande déterminés sur la base du devis détaillé du titulaire.

Le devis de maintenance corrective fait apparaître, strictement :

- le prix unitaire, net des pièces détachées nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- les frais de déplacement, établi sur la base du forfait déplacement indiqué au Bordereau des Prix ;
- le coût de la main d'œuvre, établi sur la base des coûts horaires de main d'œuvre indiqués au Bordereau des Prix ;
- le délai d'approvisionnement des pièces détachées ainsi que le temps estimé des travaux.

Le titulaire certifie que les prix proposés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'ensemble de sa clientèle et que celui-ci a été établi conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations.

11.3 VARIATION DES PRIX

11.3.1 Actualisation des prix

Aucune actualisation des prix n'est prévue au présent marché.

11.3.2 Révision des prix

Aucune révision des prix n'est prévue au présent marché.

ARTICLE 12-FACTURATION

Les factures afférentes au paiement des prestations préventives sont établies à terme échu trimestriellement pour tous les sites.

Les factures afférentes au paiement des prestations correctives ponctuelles sont produites à terme échu, sur la base du bon de commande correspondant.

Dans tous les cas, la facturation intervient après l'admission par la CGSS des prestations réalisées.

12.1 MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CGS de la Guadeloupe informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CGSS informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CGSS de la Guadeloupe en tant que destinataire de la facture : **314 572 025 00307**
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : **Service Achats Marchés – code : 3621**
- Le numéro d'engagement correspond au **numéro du marché**.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

CGSS de la Guadeloupe- Service Achats Marchés
CS 38104
97181 Les Abymes Cedex

Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques :

Les factures devront comporter à *minima*, en application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le cas échéant, le numéro du bon de commande ;
- le numéro du marché ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, désignation des produits livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- Le site d'intervention (bâtiment)
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

12.2 MODALITES DE REGLEMENT

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CGSS se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliaant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

Conformément à l'article R3133-10 du code de la commande publique, le Directeur Comptable et financier de la CGSS règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CGSS des livrables et prestations prévus au CCTP.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CGSS en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :
Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.
Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des pénalités prévues au présent marché seront déduites du montant de la facture ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

ARTICLE 13- CLAUSE DE REEXAMEN

13.1 AJOUT, RETRAIT DE SITES

Le patrimoine de la CGSS est susceptible d'évoluer au cours de l'exécution du présent marché. Aussi, dans le respect de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié durant toute la durée de son exécution, selon les modalités fixées ci-après :

- En cas d'intégration de nouveaux sites au marché, la CGSS informe le titulaire et lui demande de remplir un nouveau bordereau des prix pour le(s) site(s) concerné(s). Cette évolution fait l'objet d'un avenant.
- En cas de fermeture temporaire ou définitive d'un site concerné par le présent marché, la CGSS informe le titulaire de la suspension ou de la suppression des prestations sans contrepartie du forfait de rémunération correspondant aux installations concernées. Un avenant au marché est établi. Le titulaire ne peut prétendre à aucun type de compensation sur cette base.

13.2 AUTRES MODIFICATIONS

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique (CCP).

En cas de circonstances imprévues, il sera fait application de l'article R2194-5 du CCP.

En cas de modification(s) non substantielle(s), il sera fait application de l'article R2194-7 du CCP.

En cas de modification de faible montant, il sera fait application des articles R2194-8 et R2194-9 du CCP.

ARTICLE 14-CONFIDENTIALITE ET SECURITE

14.1 ENGAGEMENTS DES PARTIES

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

14.2 VERIFICATION DU RESPECT DES ENGAGEMENTS

L'organisme, s'il l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le titulaire, des engagements mis à sa charge en terme de confidentialité et de sécurité.

Le titulaire prendra les mesures nécessaires pour mettre à disposition de l'organisme, le cas échéant, les éléments permettant de prouver qu'il a respecté ses engagements.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements, et indépendamment des sanctions encourues, l'organisme pourra décider de résilier le marché.

14.3 RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Si pour l'exécution du présent marché le titulaire a recours à des sous-traitants, ceux-ci doivent présenter des garanties équivalentes pour assurer le respect des règles de confidentialité et de sécurité sus-énoncées.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à faire souscrire à ses sous-traitants et à leur faire respecter les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

14.4 EXCEPTIONS A LA CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité dans le cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

14.5 DUREE DES OBLIGATIONS

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 15-CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

15.1 CHANGEMENT SANS CREATION D'UNE NOUVELLE PERSONNE MORALE OU PHYSIQUE

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile ou de compte à créditer doit être notifié à la CGSS par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Le titulaire sera tenu de fournir un K-BIS

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-63 du code de la commande publique.

15.2 CHANGEMENT ENTRAINANT UN NOUVEAU TITULAIRE

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, cession, absorption, restructuration, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire..., le transfert du marché à cette autre entité serait possible dans les mêmes conditions d'engagements.

Le nouveau titulaire apporte la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché. Il vérifie également la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale. Il s'assure, en outre, de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

Ce changement se formalise par la conclusion d'un avenant de transfert. Celui-ci doit comporter la signature du titulaire et du bénéficiaire de la cession.

La CGSS se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article R. 2143-6 du code de la commande publique.

ARTICLE 16-SOUS-TRAITANCE

Pour des motifs de confidentialité et de sécurité, la sous-traitance de l'exécution de certaines parties de l'accord cadre n'est pas autorisée.

Cependant, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque marché de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration spéciale mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitées sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement dont le contrat a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant. En produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Dans tous les cas, l'entrepreneur principal demeure entièrement responsable vis-à-vis du Maître de l'ouvrage des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur (PA) à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

ARTICLE 17-ASSURANCE

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité. Ce contrat doit le garantir contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou la CGSS à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommage matériel ou immatériel qu'il causerait à la CGSS, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent contrat, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses employés.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier avant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de ses responsabilités garanties.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

À défaut de production de l'attestation d'assurance, le marché pourra être résilié, conformément au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à ce que la (ou les) police(s) d'assurance en cause conserve(nt) tous ses (leurs) effets pour la durée du marché. Le montant des garanties souscrites devra être suffisant et adapté à la prestation objet du présent marché et à ses conséquences dommageables.

ARTICLE 18-PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité pour quelque motif que ce soit. Il encourt de plein droit et sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Manquements	Montant pénalité
Non-respect du délai d'intervention en cas de maintenance corrective	80 € par heures de retard
Dépassement du délai de remise en état de marche définitive	100 € par jour ouvré de retard
Non-respect des visites de maintenance préventive prévues au planning	100 € par jour ouvré de retard
Non remise ou non-tenu à jour des documents à fournir prévus au marché (planning, compte rendu, carnet de maintenance, etc.)	80 € par jour de retard

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

Elles commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Elles ne s'appliquent pas si la faute est imputable à la CGSS ou est l'effet d'un cas de force majeure ayant touché le titulaire.

ARTICLE 19-DEFAILLANCE DU TITULAIRE/ GREVE DU TITULAIRE

Nonobstant les dispositions énoncées ci-dessus, la CGSS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution par ce dernier (y compris pour fait de grève de son personnel) d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

ARTICLE 20-GARANTIE

Conformément à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les interventions sont garanties 12 mois. Pendant ce temps, si un type de dysfonctionnement se répétait malgré le changement d'une ou plusieurs pièces, prévu dans le cadre du marché, le titulaire prendrait à sa charge l'ensemble des prestations nécessaires à la résolution de ce problème (il n'y aura pas de facturation).

Cette garantie couvre également les interventions liées à une visite préventive et corrective insuffisante ou mal effectuée.

S'agissant des pièces remplacées et couvertes par une garantie, le titulaire devra durant l'exécution du marché les mentionner dans un carnet de maintenance avec la date d'effet de la garantie.

ARTICLE 21-RESILIATION DU MARCHE

La résiliation peut être prononcée conformément au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En complément des cas de résiliation visés au chapitre 7 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié : aux torts du titulaire :

- s'il refuse l'application des pénalités visées à l'article 18-du présent CCAP;
- s'il ne fournit pas les pièces qu'il s'engage à produire tous les six mois à compter de la notification du présent marché, conformément aux dispositions de l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP ;

Lorsque le titulaire a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail. Dans ce dernier cas, une mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai par le pouvoir adjudicateur. A défaut d'indication de délai, le titulaire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Si la mise en demeure reste infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 22-REGLEMENT DES LITIGES

Les parties peuvent recourir à l'arbitrage. En cas de recours judiciaire, les tribunaux français sont seuls compétents.

22.1 LITIGES RELATIFS A L'EXECUTION

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'exécution est le Tribunal Judiciaire de Pointe-à-Pitre, 7 rue Victor Hugues, 97110 POINTE A PITRE.

Tél : 0590 89 69 50

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

22.2 LITIGES RELATIFS A LA PASSATION

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à la passation est le Tribunal Judiciaire de Fort-de-France, 35 Bd du Général de Gaulle, 97200 FORT DE FRANCE.

Tél : 0596 48 41 41

Site Web : <http://www.justice.gouv.fr>

ARTICLE 23-DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'ARTICLE 17- du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.

L'ARTICLE 18- du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.